

**Comité exécutif du programme  
du Haut Commissaire**

18 septembre 2018  
Français  
Original : anglais et français

**Soixante-neuvième session**  
Genève, 1-5 octobre 2018

---

**Actualisation sur les programmes globaux**

**A. Introduction**

1. Ce document examine les efforts déployés par le HCR pour améliorer la qualité de ses programmes dans les domaines de la santé publique et reproductive ; de la sécurité alimentaire et de la nutrition ; de l'eau et de l'assainissement ; des abris et des zones d'installation ; de la gestion des sites ; de l'éducation ; et des moyens d'existence, de l'autonomie et de l'inclusion économique ; ainsi que de l'utilisation des interventions en espèces pour renforcer la protection et l'assistance. Il livre ainsi un aperçu des progrès accomplis dans la gestion de l'identité et de l'information, et pour améliorer les données et les éléments de preuve.

**B. Renforcer la qualité technique, les capacités et l'impact**

2. Les programmes globaux du HCR sont gérés à partir du Siège à l'appui des opérations sur le terrain et en collaboration étroite avec les partenaires. Fortement axés sur la protection et les solutions, les programmes<sup>1</sup> visent à renforcer l'apport de services et à assurer l'équité, l'accès et l'autonomisation de la communauté grâce à l'utilisation de l'approche fondée sur l'âge, le genre et la diversité. Les interventions techniques vont des réponses vitales et des mesures visant à atténuer la violence sexuelle et sexiste au renforcement des solutions durables pour les réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR tant dans les camps qu'en milieu urbain. Conformément aux Objectifs de développement durable et au Cadre d'action global pour les réfugiés, les programmes encouragent l'établissement de liens entre les interventions humanitaires et les actions de développement en faveur à la fois des réfugiés et des communautés d'accueil.

**C. Actualisation sur les secteurs techniques**

3. L'instauration d'une capacité d'intervention technique solide, alliée à des mécanismes de coordination efficaces, est vitale pour répondre aux besoins immédiats des personnes se trouvant dans un contexte de crise. Entre janvier et juillet 2018, un appui a été fourni aux opérations du HCR sous forme d'une expertise technique, avec le déploiement d'experts du Siège. Le déploiement total s'est élevé à plus de 1 860 jours de mission, dont quelque 430 dans des situations d'urgence.

**Santé publique et reproductive**

4. La réponse du HCR en matière de santé publique a continué à se concentrer fortement sur les interventions d'urgence. Un appui supplémentaire a été déployé au Bangladesh, au Cameroun, au Nigéria, au Pérou, en République démocratique du Congo

---

<sup>1</sup> Les interventions sont guidées par des stratégies quinquennales (2014-2018) dans les domaines de la santé publique, du VIH/sida, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) ; de l'éducation ; des zones d'installation et des abris ; de l'énergie ; et des moyens d'existence.

et au Tchad, et a aussi comporté des interventions dans les domaines de la santé reproductive, de la nutrition et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que des mesures ciblées d'aide alimentaire et d'assistance en espèces, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM). Le partenariat du HCR avec l'Organisation internationale du travail (OIT) a été étendu afin d'accélérer l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé nationaux et les mécanismes de financement de la santé, en mettant l'accent sur les réfugiés urbains de Mauritanie (Nouakchott), de la République démocratique du Congo (Kinshasa), du Rwanda (Kigali) et du Soudan (Khartoum). Les évaluations des mécanismes de financement de la santé serviront de base aux plans d'intégration pluriannuels et aux moyens durables d'inclure les réfugiés dans la planification afin d'atteindre l'Objectif de développement durable n° 3 sur la santé. Travaillant en partenariat avec la Fondation Bill & Melinda Gates, le HCR a effectué des évaluations initiales des établissements de santé au Cameroun, au Niger et au Tchad en vue d'améliorer la planification familiale, ainsi que les services de santé maternels et néo-natals. En partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le HCR œuvre à inclure les besoins des réfugiés en matière de VIH, de tuberculose et de paludisme dans les programmes de santé nationaux.

5. En 2018, le HCR s'est plus particulièrement employé à ce que les populations de réfugiés aient accès à des médicaments et à des fournitures médicales de qualité en travaillant étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies. Des facteurs qui ont une incidence sur la qualité, la disponibilité et le rapport coût-efficacité de l'aide médicale – comme des réglementations d'importation restrictives, la régulation insuffisante des marchés pharmaceutiques et les contextes d'urgence difficiles – deviennent de plus en plus des menaces potentielles pour la santé des réfugiés. En collaboration avec des experts, le HCR élabore également des orientations opérationnelles et des outils cliniques permettant de mieux prendre en charge les maladies non contagieuses dans les services de santé dans les contextes humanitaires.

#### **Sécurité alimentaire et nutrition**

6. La sécurité alimentaire et la nutrition restent préoccupantes dans plusieurs opérations, notamment en Angola, au Cameroun, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Mauritanie et au Tchad, où les niveaux de malnutrition aiguë restent critiques. De graves problèmes de protection dus à l'insécurité alimentaire ont été constatés. Au Tchad en particulier, la diminution de l'assistance dans plusieurs camps entraîne une augmentation des rapports sexuels tarifés (y compris de mineurs), et une intensification de la violence domestique et des divorces, les hommes quittant les camps pour emprunter l'itinéraire de la Libye, et les femmes partant quant à elles pour plusieurs semaines d'affilée avec leurs plus jeunes enfants pour travailler dans l'agriculture loin des camps, au Soudan ou en République centrafricaine, ou encore plus loin des camps. Le HCR collabore étroitement avec le PAM afin de fournir en priorité l'assistance disponible aux personnes qui en ont le plus besoin, tout en demandant des ressources supplémentaires.

#### **Eau et assainissement**

7. Le HCR a soutenu la mise en place de réseaux d'eau et d'assainissement dans les situations d'urgence et a permis de réduire le coût l'approvisionnement en eau grâce à une amélioration des systèmes solaires de pompage de l'eau au Bangladesh, au Kenya, en Mauritanie, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan. Fin août, l'accès des réfugiés à de l'eau salubre se maintenait à une moyenne globale de 20 litres par personne et par jour, avec une augmentation du niveau de l'approvisionnement en eau dans 14 situations de réfugiés. Quelque 68% des sites dans lesquels le HCR assure des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ont atteint un niveau d'approvisionnement de 20 litres ou plus par personne<sup>2</sup>, tandis que l'approvisionnement en eau reste problématique dans de nombreuses situations d'urgence.

---

<sup>2</sup> Norme du HCR pour les situations postérieures à une urgence.

### Abris et zones d'installation

8. Le HCR a continué à soutenir l'accès à des solutions dignes et sûres en matière d'abris et de zones d'installation pour les personnes relevant de sa compétence dans 47 opérations. Au Bangladesh, en prévision de la mousson et de la saison des cyclones, une évaluation menée par le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes (ADPC), avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du HCR, a conclu qu'environ 200 000 personnes vivaient dans des zones fortement exposées aux inondations et aux glissements de terrain, dont 42 000 se trouvaient dans des zones extrêmement vulnérables et devaient être relocalisées. Fin août, 25 000 personnes avaient été relocalisées, 63 000 abris avaient été améliorés et 80 000 ménages avaient reçu des nécessaires pour renforcer les abris familiaux avant la mousson, afin de se préparer aux fortes pluies et aux vents violents. Les infrastructures communautaires ont été aménagées pour pouvoir servir d'abris d'urgence temporaires, et 38 000 ménages ont reçu des verrous pour être plus en sécurité.

9. Au Nigéria, trois zones d'installation ont été mises en place pour les nouveaux arrivants du Cameroun. Toutefois, la grande majorité des réfugiés camerounais nouvellement arrivés sont logés dans la communauté d'accueil et des nécessaires pour la construction d'abris sont distribués pour faciliter leur absorption. Au Brésil et dans les Amériques, le nombre d'abris de transit et d'abris en milieu urbain a été augmenté pour faire face aux besoins dus à la situation au Venezuela (République bolivarienne du), une installation de transit pour 1 740 personnes ayant été instaurée à Boa Vista en coopération avec l'Unité de logement des réfugiés. Les distributions d'espèces destinées aux abris augmentent aussi dans toute la région.

10. Au cours du premier semestre 2018, le HCR a dirigé 12 des 26 groupes sectoriels nationaux des abris et en a codirigé un dans des contextes de déplacement interne, coordonnant plus de 300 partenaires et fournissant des abris et des articles non alimentaires à plus de 4 millions de personnes. En juin, le groupe sectoriel mondial des abris a finalisé sa stratégie pour 2018-2022, qui vise à assurer des réponses coordonnées, efficaces, fondées sur des données factuelles et responsables en matière d'abris et de zones d'installation.

### Gestion des sites

11. Le HCR a codirigé les groupes sectoriels de la coordination et de la gestion des camps pour les réponses apportées au déplacement interne en Iraq, au Myanmar, au Niger, au Nigéria, en République arabe syrienne, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, au Tchad et au Yémen. En partenariat avec NORCAP, une liste d'experts en attente prêts à être déployés gérée par le Conseil norvégien pour les réfugiés et financée par le Gouvernement norvégien, le HCR a renforcé sa capacité de gestion des sites pour aider les autorités locales en réponse au déplacement dans le sud-ouest de l'Éthiopie, et a soutenu l'élaboration d'une stratégie et l'instauration d'activités de gestion des camps au Brésil.

### Éducation

12. Dans le cadre de son engagement envers l'Objectif de développement durable n° 4 relatif à une éducation de qualité, le HCR travaille à la création de possibilités pour les enfants et les jeunes réfugiés d'avoir accès à des opportunités éducatives équitables et inclusives. Le programme d'éducation du HCR met l'accent sur l'enseignement officiel aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire, en intégrant les enfants et les jeunes réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés.

13. En juillet 2018, en partenariat avec le programme *Educate A Child*, 1 million d'enfants réfugiés qui étaient déscolarisés ont été inscrits dans l'enseignement primaire dans 12 pays. Un large éventail de partenaires du secteur privé ont soutenu des activités comme la construction et la rénovation d'écoles, l'octroi de subventions pour le transport et l'organisation de campagnes d'information pour les communautés réfugiées. Le HCR a appuyé le recrutement d'enseignants, la pratique des classes inclusives pour les enfants handicapés et la fourniture de matériel d'enseignement et d'apprentissage. Afin d'étendre

les possibilités de suivre un enseignement officiel et souple pour les enfants et les jeunes réfugiés déscolarisés ayant dépassé l'âge normal, le HCR et ses partenaires du groupe de travail sur l'éducation accélérée (AEWG)<sup>3</sup> ont aidé le Ministère de l'éducation en Ouganda à renforcer les capacités et à élaborer des orientations nationales. Des ateliers au Kenya et au Pakistan ont encouragé la normalisation de l'éducation accélérée et facilité la diffusion d'orientations parmi les parties prenantes et les partenaires principaux.

14. Dans le cadre du programme *Instant Network Schools*, le HCR et la Fondation Vodafone ont créé 36 classes numériques, dont bénéficient 62 500 étudiants et 850 enseignants dans sept communautés de réfugiés et d'accueil au Kenya, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan du Sud. L'accès à l'enseignement supérieur a bénéficié d'un soutien supplémentaire grâce à la coprésidence du consortium d'apprentissage connecté en situation de crise par le HCR, avec 16 institutions académiques aidant plus de 7 000 étudiants réfugiés et des communautés d'accueil dans 12 pays à participer à des cours mixtes certifiés. Le HCR n'a jamais inscrit autant de réfugiés au programme de bourses de l'Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI) ; plus de 6 700 jeunes réfugiés ont étudié dans 720 universités de 50 pays. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Département pour le développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le personnel des partenaires et les travailleurs communautaires ont été formés dans six pays<sup>4</sup> au suivi et à l'évaluation, afin de renforcer la production de données de qualité sur l'éducation.

#### **Moyens d'existence, autonomie et inclusion économique**

15. Le HCR a maintenu et renforcé son engagement auprès des gouvernements hôtes, des acteurs du développement, des partenaires du secteur privé et des institutions spécialisées afin de promouvoir le développement de systèmes de marché inclusifs et d'améliorer l'accès des réfugiés aux opportunités économiques. Des fournisseurs de services financiers, comme *Al Majmoua* et *Microfund for Women* en Jordanie, accordent actuellement des prêts individuels et collectifs à plus de 12 000 réfugiés en Jordanie, tandis que l'institution de microfinance *Enda Tamweel* en Tunisie introduit un dispositif de prêt pilote pour les entrepreneurs réfugiés. En Ouganda, au Rwanda et en Zambie, le HCR a travaillé avec les fournisseurs de réseaux mobiles et de paiement numérique<sup>5</sup>, en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), *Financial Sector Deepening Africa* (FSDA) et des partenaires de diverses organisations non gouvernementales (ONG) afin de faciliter l'accès des réfugiés à des services de transfert d'argent par téléphone mobile et à des services financiers et d'envoi de fonds utilisant la téléphonie mobile, tout en permettant la numérisation des interventions en espèces à un coût inférieur. Le HCR et le FENU ont récemment préparé un nécessaire pour les envois de fonds, qui aide à repérer et à surmonter les obstacles et les besoins spécifiques aux réfugiés en matière d'accès à des modalités abordables d'envoi de fonds.

16. Le HCR a continué à promouvoir « l'approche graduée » comme outil efficace d'autonomisation et d'inclusion des réfugiés. Un groupe d'organisations de développement, dont le *Partnership for Economic Inclusion*, se réunira pour établir un fonds mondial pluriannuel destiné à accélérer la mise en œuvre de l'approche graduée dans un nombre croissant de pays qui accueillent des réfugiés. En collaboration avec les entreprises sociales locales et d'autres partenaires du secteur privé, le HCR étend aussi

---

<sup>3</sup> L'AEWG est dirigé par le HCR, et comporte des représentants de l'UNICEF, de l'UNESCO, d'USAID, du Conseil norvégien pour les réfugiés, de Plan international, du Comité international de secours, de *Save the Children*, de *Education and Conflict Crisis Network (ECCN)* et de *War Child Holland*.

<sup>4</sup> Ces pays étaient le Burundi, le Kenya, la Jordanie, le Liban, l'Ouganda et le Rwanda.

<sup>5</sup> Au Rwanda, *Mobile Financial Solutions Africa Ltd.*, société de technologie financière, a créé un portail en ligne permettant aux réfugiés d'effectuer des transferts monétaires transfrontaliers et facilite leur accès aux services bancaires. *Airtel-Tigo* (une entreprise de télécommunications) et *Umutanguha Finance Company* (une organisation de microfinance) élaborent aussi des produits financiers numériques pour les réfugiés.

l'initiative mondiale pluripartenaires MADE51<sup>6</sup>, qui a permis de mettre plus de 1 000 artisans réfugiés en relation avec les marchés nationaux et internationaux.

17. Reconnaisant les contributions importantes du secteur privé, le HCR et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont élaboré un plan d'action conjoint en 10 points destiné à encourager et à guider les entreprises qui souhaitent employer des réfugiés. Avec l'OIM et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le HCR élabore un guide politique sur l'entrepreneuriat pour les migrants et les réfugiés, qui énonce des recommandations sur les politiques et les programmes pouvant être adoptés par les gouvernements et les parties prenantes pour soutenir les activités entrepreneuriales qui bénéficient à la fois aux réfugiés et aux migrants. En collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le HCR vise à accroître l'inclusion des réfugiés et des communautés d'accueil dans les activités agricoles dans les pays où les deux organisations sont présentes. S'appuyant sur les « Principes directeurs de l'OIT sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force » et la recommandation n° 205 sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, le HCR et l'OIT ont travaillé avec divers acteurs à étendre l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil à un travail décent.

### Interventions en espèces

18. Le HCR fournit une assistance sous forme d'interventions en espèces pour aider les réfugiés à répondre à leurs besoins élémentaires et à faire face aux nombreux risques auxquels ils sont confrontés, tout en soutenant les économies locales. Fin juillet 2018, le HCR avait distribué plus de 220 millions de dollars E.-U. en espèces à plus de 1,8 million de personnes relevant de sa compétence, dans 98 opérations. En tout, 18 opérations de pays avaient reçu un soutien spécifique pour mettre en œuvre les interventions en espèces, dont le Bangladesh et les pays qui prennent en charge les conséquences de la situation au Venezuela (République bolivarienne du). Huit programmes d'apprentissage nationaux, régionaux et mondiaux sur le renforcement des capacités avaient également été mis en œuvre.

19. Le HCR a mené des analyses fondées sur des preuves pour renforcer les liens entre l'utilisation d'espèces et les secteurs techniques, pour tenter de parvenir à des résultats positifs en matière de protection. Les principales conclusions d'un examen des subventions en espèces à des fins multiples et des résultats atteints dans les divers secteurs ont révélé l'importance cruciale de la complémentarité à cet égard. Le HCR et le PAM ont également lancé un projet conjoint de 18 mois visant à atténuer les risques d'abus de pouvoir par les fournisseurs de services financiers dans les points de distribution des espèces.

20. Au Bangladesh, le HCR – en coordination avec le gouvernement, le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC) et la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh – ont mis en place un programme pilote d'assistance en espèces destiné à couvrir les besoins domestiques élémentaires de plus de 9 000 familles. Une étude de suivi a montré que les espèces remises avaient servi à répondre aux besoins urgents tels que l'alimentation, la santé, les vêtements, le remboursement de dettes et le combustible. Le programme de subventions en espèces a été apprécié par les commerçants locaux, et les réfugiés n'ont fait état d'aucune difficulté pour trouver les articles et les services dont ils avaient besoin sur le marché local. À Kalobeyi, au Kenya, 83 ménages ont reçu des subventions en espèces pour couvrir des étapes précises de la construction de leur abri permanent. Le projet a débouché sur de nombreuses possibilités de générer un revenu à la fois pour les réfugiés et la communauté d'accueil. Il a également démontré une fois encore à quel point il était important de dispenser une formation technique aux parties prenantes et de procéder à un suivi régulier de la construction lors de la distribution d'espèces pour les abris.

<sup>6</sup> Voir [en anglais] à : <https://www.made51.org/>.

### Énergie et environnement

21. Le HCR continue à promouvoir l'accès à une énergie propre et à une gestion responsable de l'environnement par des approches novatrices et des partenariats avec les acteurs du secteur privé et du développement. Au Rwanda, le projet *Renewable Energy for Refugees (REAR)*, financé par la Fondation IKEA et mis en œuvre conjointement avec *Practical Action*, est un nouveau type de projet pluripartenaires conçu selon l'approche du Cadre d'action global pour les réfugiés. À Kakuma, au Kenya, le HCR a travaillé en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le PAM, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et la FAO, pour procéder à un examen par des pairs de l'impact environnemental des réfugiés et des installations du HCR, afin de mettre en évidence les problèmes liés à la gestion des déchets solides. Les résultats de cet examen ont servi de base à l'instauration d'un autre partenariat avec *Norwegian Engineers without Borders*, qui a procédé à un audit complet des déchets plastiques et élaboré un système de recyclage de ces déchets sur place au Kenya et en Éthiopie, que le HCR et le PNUE mettront en œuvre en 2019.

22. Au Bangladesh, des progrès importants ont été accomplis pour introduire l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour cuisiner dans les zones d'installation de réfugiés dans la péninsule de Teknaf. Ce programme ciblera 220 000 ménages, dont 20 % de ménages de la communauté d'accueil. Cette intervention améliorera la santé et la sécurité des réfugiés, et réduira la forte pression exercée sur les ressources forestières de la péninsule. Le HCR a également travaillé en partenariat avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (IUCN) au Bangladesh afin de prévenir un conflit à court terme entre la faune et l'homme, et de mettre en place une intervention à moyen terme pour la coexistence avec la faune et la protection de la forêt.

## D. Améliorer les données pour des prises de décision fondées sur des preuves

23. Le HCR a continué à renforcer sa capacité à produire des données de qualité et en temps réel sur les populations déplacées, les personnes apatrides et les communautés d'accueil, y compris sur leur situation en matière de protection et sur leurs conditions de vie.

### Enregistrement et gestion de l'identité

24. Fin juillet 2018, 6,3 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile avaient été enregistrés biométriquement dans 52 opérations, en utilisant soit le système biométrique de gestion de l'identité (BIMS) de la suite PRIMES<sup>7</sup> du HCR, soit IrisGuard. Le HCR a pu suivre les distributions en temps réel dans cinq opérations. L'outil de distribution globale (ODG) a été utilisé dans des pays comme l'Ouganda pour vérifier l'identité des personnes dans les points de distribution de nourriture, assurant un processus de distribution plus rapide et plus sûr, avec la production de rapports en temps réel sur les distributions. L'utilisation de l'outil PRIMES, y compris les processus numériques de distribution et la vérification biométrique de l'identité, a permis de réduire les cas de recyclage et de distributions multiples, aboutissant à des économies générales dans l'assistance et à la garantie que celle-ci est canalisée et parvient bien aux bénéficiaires légitimes.

25. L'opération de vérification en Ouganda s'est poursuivie, plus de 700 000 réfugiés ayant vu leur identité vérifiée et 590 000 ayant été biométriquement inscrits dans BIMS. Fin juillet, le système d'enregistrement de population et de prise en charge du HCR, PRIMES, avait été déployé dans 51 opérations et bureaux régionaux. Sa composante hors

---

<sup>7</sup> PRIMES, l'écosystème d'enregistrement de population et de gestion de l'identité, est la suite d'outils interopérables d'enregistrement, de gestion de l'identité et de prise en charge du HCR. Ses principales applications sont *proGres v4*, le système géométrique BIMS, l'outil d'enregistrement hors ligne RApp et Data Port.

ligne, appelée RApp (pour application rapide), avait été utilisée dans six opérations, dont le Brésil. PRIMES devraient être déployé dans 22 autres pays au cours du premier trimestre 2019.

26. Le Siège du HCR a soutenu la planification de la transition, l'interopérabilité des systèmes et les négociations sur la communication de données, en plus de 17 opérations de vérification, avec des portails de vérification en temps réel disponibles au Bangladesh, en Ouganda et au Rwanda. Il a également formé et déployé 17 spécialistes de l'enregistrement d'urgence pour appuyer les opérations du terrain, notamment au Bangladesh, au Brésil, en Ouganda, au Pérou et au Tchad.

27. Le HCR a continué à réfléchir avec les partenaires concernés à l'établissement d'une identité numérique pour les personnes relevant de sa compétence, les objectifs stratégiques étant d'autonomiser les personnes, de renforcer les capacités des registres nationaux de la population et d'améliorer l'apport de services. La promotion de l'inclusion des personnes relevant de la compétence du HCR, y compris des populations apatrides, dans les systèmes nationaux de gestion numérique de l'identification, est une partie essentielle du partenariat avec le programme de la Banque mondiale intitulé « *identity for development* » (ID4D) pour atteindre la cible 16.9 de l'Objectif de développement durable n° 16 visant à garantir à tous une identité juridique.

## E. Gestion des informations et statistiques

28. Les recommandations internationales sur les statistiques relatives aux réfugiés ont été adoptées par la Commission de statistique des Nations Unies en mars 2018. Elles comportent des recommandations sur les définitions statistiques de catégories de réfugiés et de demandeurs d'asile, et sur des pratiques de coordination afin d'appuyer les institutions et des systèmes nationaux. Plusieurs États<sup>8</sup> utilisent ces recommandations pour améliorer les pratiques adoptées pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Un travail similaire est en cours pour les déplacés internes avec le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux déplacés internes (EGRIS).

29. Pour combler le vide existant entre les publications des chiffres officiels de la population par le HCR, deux fois par an, l'Organisation optimise les sources d'information existantes, notamment les informations sur l'enregistrement, et les techniques statistiques, afin d'estimer plus régulièrement les populations mondiales de réfugiés. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le HCR est également le principal pourvoyeur de données et de preuves à l'appui de la stratégie déployée à l'échelle de tout le système des Nations Unies pour prévenir et réduire l'apatridie, en cherchant à améliorer les estimations des populations apatrides, en collaboration avec d'autres organismes, ainsi que des experts techniques et des experts en statistiques nationales. En août 2018, une opération ambitieuse de collecte de données a été lancée conjointement par le HCR, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et l'Institut national ivoirien des statistiques afin de répertorier et d'améliorer les données relatives à l'apatridie dans le pays. Pour améliorer la disponibilité de données en vue d'une analyse supplémentaire, des bibliothèques de données internes sont mises en place, avec des données recueillies par le HCR et ses partenaires. Ces bibliothèques seront mises à la disposition du Centre de données commun du HCR et de la Banque mondiale, des donateurs, des milieux universitaires, des gouvernements et du public, conformément à l'engagement pris par le HCR de fournir des données ouvertes et transparentes.

30. Le HCR a finalisé et mis en œuvre à titre expérimental sa stratégie de gestion des données sur la population dans les situations de déplacés internes, qui s'appuie sur les pratiques exemplaires existant dans les situations à la fois de réfugiés et de déplacés internes. L'Organisation teste en même temps un outil de suivi mettant en relation les données relatives aux dépenses des projets et aux résultats atteints dans quatre opérations. Le déploiement en cours d'un système amélioré d'informations sur la santé permettra au

<sup>8</sup> Dont l'Allemagne, la Colombie, les États-Unis d'Amérique et le Maroc.

HCR de recueillir et d'analyser en temps réel des données sur la santé dans la majorité des opérations en faveur des réfugiés d'ici la fin 2018.

31. Le HCR veut pouvoir communiquer des données utiles à toutes les parties prenantes afin d'optimiser la qualité des actions mises en place en faveur des personnes relevant de sa compétence, et d'influer sur les réponses humanitaires et de développement à plus grande échelle. En septembre, le HCR et le PAM ont signé un addendum à leur mémorandum d'accord de 2011 relatif à l'échange de données. Cet addendum constitue une base pour des réponses opérationnelles conjointes, y compris un ciblage et des évaluations communs, des systèmes interopérables et un engagement commun à prévenir l'exploitation et les abus sexuels. Depuis, un examen des systèmes actuels de gestion des données au HCR a été lancé afin de préparer les prochaines étapes. Cet examen est appuyé par une évaluation centralisée de l'utilisation des données et de la gestion des informations par le HCR.

---